

Financement du zéro déchet

Problèmes et préoccupations

Une transition d'une économie dépendante du plastique vers une économie circulaire zéro déchet nécessite une mobilisation et une allocation efficaces de ressources financières. Les financements publics et privés ont des rôles distincts et croisés à jouer pour soutenir et intensifier les innovations en matière de prévention des déchets, de reconception, de systèmes alternatifs de distribution et de réutilisation, ainsi que pour améliorer les systèmes existants de collecte et de recyclage des déchets.

- Vu que la gestion des déchets appartient au domaine du service public et nécessite un soutien public permanent, [le rôle des finances publiques est particulièrement critique dans la réduction et la gestion des déchets](#). Le soutien financier public peut étendre les systèmes et les infrastructures nécessaires pour améliorer la gestion des déchets, tels que la collecte séparée, les installations de récupération des matériaux, les installations de compostage ou de digestion anaérobie, ainsi que l'éducation et la sensibilisation. Les subventions financières sont un excellent outil pour guider les gouvernements locaux vers des solutions zéro déchet. Le secteur public peut créer des environnements propices à une économie de réutilisation par le biais de réglementations, d'investissements, de subventions pour des infrastructures et des technologies favorables à la réutilisation et au renforcement d'une économie de partage. Ces mesures ne nécessiteraient que des investissements budgétaires modestes, en particulier par rapport aux budgets requis pour les grandes infrastructures d'élimination des déchets dont le coût est prohibitif.
- [Le financement privé est bien adapté pour favoriser et renforcer les entreprises zéro déchet](#), tels que les magasins d'alimentation en vrac (magasins de recharge), les systèmes de consigne dans les restaurants et les cafés, les stations de nettoyage, les magasins de fournitures de location réutilisables et les ateliers de réparation. Les entreprises zéro déchet sont des entités rentables et peuvent donc attirer des investissements privés de toutes sortes, y compris des capitaux propres. Ils peuvent encore avoir besoin d'incitations financières, telles que des prêts à faible taux d'intérêt ou des impôts préférentiels, pour surmonter les défis de la concurrence avec des modèles commerciaux basés sur le plastique artificiellement bon marché.
- Le secteur informel dispose d'une mine de connaissances mais d'un accès limité au financement. [Investir dans les entreprises et les coopératives du secteur informel](#) peut permettre une collecte séparée, des taux de recyclage plus élevés, de nouvelles entreprises zéro déchet et des opportunités économiques pour certaines des personnes les plus marginalisées de la société.

L'élimination progressive du plastique grâce à des solutions zéro déchet créerait davantage d'opportunités commerciales dans la réutilisation et les systèmes de livraison alternatifs, tout en s'attaquant au problème urgent de la pollution plastique mondiale. Les municipalités du monde entier [ont déjà effectué la transition vers des solutions zéro déchet et présentent des avantages économiques et environnementaux](#), telles que la réduction des déchets, la récupération des matériaux, la prévention de la pollution, la réduction des émissions de gaz à effet de serre et [la création d'emplois verts](#).

Les investissements gaspillés sur de fausses solutions, telles que [les incinérateurs de valorisation énergétique des déchets](#) et le « [recyclage chimique](#) » entravent le financement durable du zéro déchet. Les technologies à coût prohibitif transforment la pollution plastique en d'autres formes de pollution, notamment les émissions atmosphériques toxiques, les cendres, les eaux usées et les émissions de gaz à effet de serre, gaspillant des milliards de dollars d'investissements. La Banque Asiatique de Développement (BAD) a déjà financé 500 millions de dollars sous forme de [projets d'obligations vertes et d'obligations bleues](#) dans les projets d'incinération des déchets, et le financement dit « énergie propre » de la BAD au cours de la dernière décennie est évalué à plus de 23 milliards de dollars. Heureusement, l'Union européenne a récemment créé un bon précédent contre le financement des technologies polluantes en excluant l'incinération des déchets en énergie d'une liste d'activités économiques considérées comme durables dans [sa taxonomie de la finance durable](#).

Recommandations

Le traité mondial sur les plastiques doit :

- **Développer un nouveau mécanisme financier dédié au traité.** Les fonds multilatéraux existants, tels que le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), ne sont pas bien adaptés pour fournir un financement ciblé pour la réduction des plastiques. Le nouveau mécanisme devrait fournir non seulement un accès national direct, mais aussi garantir que les fonds parviennent aux gouvernements municipaux qui portent la responsabilité principale de la gestion des déchets.
- **Fournir un soutien financier nouveau et supplémentaire** tel que des subventions, des prêts et une assistance technique pour construire et mettre à l'échelle des solutions zéro déchet.
- **Exclure les fausses solutions** telles que l'incinération des déchets en énergie, la co incinération des déchets dans les fours à ciment et le « recyclage chimique » des mécanismes de financement.
- **Assurer l'inclusion financière des travailleurs des secteurs formel et informel.** Un financement approprié appliqué à l'intégration du secteur informel conduirait à un plus grand bien-être social et à une plus grande justice environnementale pour [les récupérateurs de déchets](#) – l'un des acteurs clés du marché mondial du recyclage du plastique.

Pièges à éviter

Le traité devrait fournir des orientations claires contre :

- Soutiens indirects aux fausses solutions via l'assistance technique
 - Outre les prêts, les obligations et les subventions, le financement de l'assistance technique peut également affaiblir les garanties environnementales d'un pays en intervenant dans les politiques nationales et locales sur le climat, l'environnement et les déchets. Par exemple, la Banque Asiatique de Développement (BAD) et l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA) ont proposé l'incinération des déchets en énergie comme solution aux Philippines, malgré l'interdiction nationale de l'incinération des déchets – ainsi qu'en Indonésie.
- Crédits plastiques ou systèmes de compensation
- Expansions pétrochimiques
 - Les investissements dans la pétrochimie et le plastique d'une valeur d'environ **400 milliards USD** [risquent de devenir des actifs bloqués](#) dans un monde qui cherche à parvenir à une économie circulaire respectueuse du climat. Un avenir similaire est prévu pour les incinérateurs, les usines de carburant dérivé des déchets, le « recyclage chimique » et toutes les industries qui dépendent de la perpétuation de la production de déchets plastiques.

Lectures complémentaires

- Global Alliance for Incinerator Alternatives. 2021. "Beyond Recovery: A Zero Waste Future for Thriving Families and Communities." <https://zerowasteworld.org/beyondrecovery>
- Vilella, Mariel. 2020. "Sustainable Finance for a Zero Waste Circular Economy." Zero Waste Europe. <https://zerowasteurope.eu/library/sustainable-finance-for-a-zero-waste-circular-economy>
- World Economic Forum. 2021. "Future of Reusable Consumption Models: Platform for Shaping the Future of Consumption." <https://www.weforum.org/reports/future-of-reusable-consumption-models>
- Vilella, Mariel. 2020. "New Business Models Cutting Back on Single-Use Plastic." Sustainable Consumption Institute. <https://zerowasteurope.eu/2021/06/zero-waste-businesses-in-the-global-south-a-thriving-trend/>
- Ellen MacArthur Foundation. 2020. "Upstream Innovation Guide." <https://plastics.ellenmacarthurfoundation.org/upstream>